Publié le 20 octobre 2017

Transition énergétique et numérique : vers l’infini et au-delà

Les objectifs en matière d’installation de sites de production d’ENR en France sont élevés : la loi sur la transition énergétique en prévoit 32 % d’ici à 2030. Or, les ENR représentaient en 2015 à peine 17,4 % de la production électrique française. Les attentes en matière de haut-débit suivent la même perspective. Pourtant, ces objectifs glissent sur les collectivités et leurs Epl qui ont décidé d’aller bien au-delà, comme elles l’ont expliqué lors du l’atelier du Congrès du 11 octobre.

Quand la Nouvelle-Aquitaine fixe un objectif de diminution de 30 % de la consommation énergétique en 2021, ainsi que d'équité territoriale face au très haut débit, et que la métropole de Bordeaux souhaite devenir un territoire à énergie positive, il y a de quoi écarquiller les yeux. D'ailleurs, l'exemple de la Norvège, développé par **Audun Kolstad Wiig** de KS Bedrift (l'équivalent de la Fédération des Epl en Norvège), invité au débat, avec ses 95 % d'énergies renouvelables, laisse songeur.

Pourtant, de l'avis des autres participants, il n'en est rien. Les collectivités auraient même un rôle de catalyseur. Ainsi, **Cécile Magherini**, directrice des nouvelles énergies de la Compagnie du Rhône, indique qu'un projet d'EnR est avant tout un projet d'aménagement du territoire et doit se faire en coopération avec les territoires.

Et le financement ? À partir de ce constat, les Epl jouent un rôle central et ce, de plusieurs manières, à commencer par l'existence d'un lien fort avec les territoires. Si **Françoise Coutant**, vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine et présidente de la Sem **Artéé**, souligne qu'il ne faut pas "impacter" le budget des ménages, **Anne Walryck**, vice-présidente de Bordeaux Métropole, propose de stimuler la demande d'énergies renouvelables grâce à une plateforme numérique afin de "*donner envie de passer à l'acte*".

Si une grande partie de la réponse réside dans la massification, ces nouveaux réseaux, tant énergétiques que digitaux, requièrent des outils de financements adaptés. **Gabrielle Gauthey**, directrice des investissements et de développement local, résume ainsi la vision de la Caisse des dépôts : "*on est prêt à prendre tous les risques*

qu'il faut". Le tout en coopérant avec les Epl qui, à l'image d'Artéé, propose des offres de **tiers financement**, afin de faciliter les projets qui n'auraient pas accès aux prêts bancaires.

Objectifs ambitieux, acteurs mobilisés et moyens financiers novateurs : la *check-list* pour des territoires plus connectés et durables semble être bien partie.

Photo : ©Stéphane Laure, stlaure@gmail.com

Réécoutez l'interview d'**Anne Walryck** et de **Julien Berthier** (Bordeaux Métropole) sur **Radio immo**